PAUL DES GOUTTES

*Docteur en droit, Membre
et Secrétaire Général du Comité International.*

Louis Renault, les Conventions de Genève et de la Haye, et la Croix-Rouge à propos de l'ouvrage de M. Paul Fauchille¹.

M. Paul Fauchille, le directeur bien connu de la *Revue générale de droit international public*, vient de faire œuvre de piété filiale : élève distingué du maître vénéré qu'était le professeur Louis Renault, il a consacré un livre à la mémoire de celui qui fut, pour lui comme pour bien d'autres, un guide, un conseiller, un ami dans la carrière.

L'étude qu'il fait de ce maître est un tableau impressionnant de sa vie toute de travail, de modestie en même temps que de haute valeur morale, scientifique et intellectuelle. M. Fauchille le prend dès son berceau, pour ainsi dire, pour le mener à travers ses études, ses succès comme étudiant, jusqu'au professorat qui fut l'âme de sa vie (ne répétait-il pas lui-même : Je suis professeur dans l'âme) et jusqu'à la charge éminente de jurisconsulte du gouvernement et de ministre plénipotentiaire, qui lui valut d'innombrables honneurs, d'ordre intellectuel avant tout. Et en parcourant, avec l'auteur, cette belle carrière, on reste confondu de la somme de labeur qui fut la sienne, et on ne peut qu'admirer le rôle primordial et fécond qu'il joua dans l'élaboration du droit des gens : en fait, il fut l'initiateur des études de droit international, avant lui presque entièrement délaissé.

Ayant consacré un article à sa mémoire², nous ne saurions suivre ici M. Fauchille dans le tableau si vivant et complet qu'il présente de la figure si attachante de Louis Renault, quelque entraînant que puisse être la tentation de le faire. Nous recommandons en tout cas chaleureusement à tous les juristes qui s'occupent de droit international, comme aussi à tous ceux qui ont connu le professeur Renault, la lecture de ce captivant

¹ Voy. *Revue*, I, p. 61.

² Voy. *Bulletin international*, T. XLIX, 1918, p. 249.

Louis Renault et les Conventions.

volume : ils ne se repentiront pas des heures rapides qu'ils y auront consacrées.

Nous voulons nous borner à rappeler ici, un peu plus complètement que nous ne l'avons pu faire dans une brève notice nécrologique, le rôle fondamental qu'il a joué dans l'élaboration de la Convention de Genève de 1906, ainsi que de celle de la Haye de 1907 étendant à la guerre sur mer les règles de la précédente.

Entre les deux doctrines qui avaient cours en matière de droit international, l'une ne voulant qu'un droit des gens naturel et théorique, l'autre n'admettant que la codification positive et pratique des règles et coutumes ayant cours, il donne la préférence à l'élément positif, et dans ces conventions internationales dont il fut l'architecte incontestable, sa préoccupation de faire œuvre pratique et durable l'a toujours guidé à n'y laisser inscrire que des prescriptions pratiquement applicables, pouvant se concilier avec la réalité et les faits. Il traçait excellemment en 1905, dans les lignes suivantes le programme que les gouvernements devaient avoir en vue dans l'élaboration de ces traités entre Etats :

« Il est excellent, écrit-il en 1905, que des philosophes, des jurisconsultes, montrent aux gouvernements l'idéal de justice vers lequel tend ou doit tendre l'humanité et leur recommandent de s'orienter dans cette direction, qu'ils fassent ressortir les contradictions trop nombreuses et trop choquantes que les faits opposent à cet idéal, mais il convient de ne rien exagérer et de ne pas obéir seulement à des aspirations généreuses. Il en est du droit des gens comme du droit constitutionnel : les intérêts et les passions jouent un rôle considérable dans les rapports qu'ils ont à régler, que ce soient des intérêts de parti ou des intérêts nationaux, des préjugés ou des passions de tel ou tel ordre. On peut essayer de diminuer l'influence de ces intérêts et des passions, on ne peut la supprimer, et c'est faire une œuvre vaine que de proclamer des règles très justes, très savamment déduites, très rationnelles en elles-mêmes, mais qui n'en tiennent pas compte ; elles ont un défaut et il est capital : elles ne sont pas viables. Il n'est pas à désirer qu'on amène les gouvernements, sous l'empire d'un entraînement momentané, à prendre des engagements que, très vraisemblablement, ils ne tiendront pas. »

Louis Renault et les Conventions.

Et c'est ce caractère pratique qu'il a su imprimer aux règles humanitaires codifiées en traités. Car son rôle fut tout à fait prépondérant au sein de ces assises internationales, tant s'étaient imposées au monde juridique et diplomatique l'étendue et la sûreté de sa science, comme son autorité de jurisconsulte.

C'est à lui qu'on doit le renvoi, voté par la 1^{re} Conférence de la Paix, en 1899, de la question de la revision de la Convention de Genève à une conférence spéciale, et qui assura ainsi à la Suisse le droit de la convoquer à Genève, lequel lui appartenait incontestablement après 1864.

A cette conférence de revision à Genève, en 1906, M. Fauchille retrace, avec parfaite justesse, le rôle éminent qu'il joua, tant au sein des commissions pour faire prévaloir les principes larges et justes, que comme rapporteur général imprimant à toute l'œuvre édifiée son unité et sa valeur¹:

Effectivement, il n'y eut pour ainsi dire pas une fonction que Louis Renault ne consentît à remplir et une discussion à laquelle il ne voulût participer...

Ses interventions dans les Commissions furent nombreuses et toujours marquées au coin des saines doctrines. Il s'éleva avec force au sein de la première Commission, qui eut à déterminer le sort des blessés, des malades et des morts, contre toute restriction mise à l'obligation pour le belligérant, qui occupe le champ de bataille, de protéger les malades, les blessés et les morts. « Si « observa-t-il, on ajoutait au principe la restriction *dans la mesure du possible*, ce serait un encouragement à la négligence; « là est le danger ». Il déclara qu'il fallait, au point de vue de la protection à leur assurer, comprendre le terme de *militaires* dans son sens le plus large, de façon à garantir le même traitement à tous les combattants ou non combattants qui se trouvent sur le théâtre de la guerre, en conformité de l'art. 3 de la Convention de la Haye. Il soutint que la Convention de Genève, pour être en concordance complète avec la Convention de la Haye sur la guerre maritime, devait subordonner la circulation des convois d'évacuation à l'autorisation et au contrôle du belligérant occupant la région traversée. Il fit décider à Genève que, si le vainqueur est obligé de pourvoir aux soins de tous les blessés et malades, le vaincu est tenu vis-à-vis d'eux d'un devoir d'assistance qui

¹ P. 75.

Louis Renault et les Conventions.

doit permettre au vainqueur de mieux remplir son obligation. Il insista sur l'obligation pour l'occupant du champ de bataille de faire rechercher les blessés après chaque combat. Le respect du personnel sanitaire, notamment des sociétés de secours, et le traitement auquel a droit le personnel tombé aux mains de l'ennemi attirèrent spécialement son attention à la deuxième Commission. Devant la troisième, relative au matériel sanitaire, Louis Renault critiqua vivement l'emploi du mot *inviolabilité* pour désigner la protection due au personnel et au matériel sanitaire, fit remarquer que la présence de piquets militaires pour garder une ambulance, ne devait pas priver celle-ci de toute sauvegarde, affirma qu'on pouvait difficilement déclarer de bonne prise des hôpitaux fixes ou du matériel sanitaire appartenant non pas à l'Etat mais à des particuliers, par exemple à une société de secours. Afin d'enlever au signe de la Croix-Rouge le caractère religieux que certains pays paraissaient redouter, il proposa à la quatrième Commission d'indiquer dans la Convention l'origine de ce signe, c'est-à-dire d'y déclarer en termes exprès qu'il constituait simplement le signe héraldique de la Suisse avec interversion de ses couleurs. Il fit encore décider par cette Commission que l'autorité militaire seule est compétente pour délivrer l'emblème et le brassard de la Croix-Rouge, et que l'interdiction pour les commerçants de se servir du signe de la Croix-Rouge doit être générale et absolue. Il soutint enfin que la protection de la Convention ne devait pas être subordonnée à l'apposition du signe de la Croix-Rouge sur tous les objets quelconques existant dans une ambulance, par exemple sur les instruments, les outils, etc..., et qu'il fallait obliger les gouvernements à instruire des dispositions de la Convention de Genève, non seulement leurs troupes, mais aussi leur personnel protégé, c'est-à-dire le personnel des Sociétés de secours. Ce fut d'ailleurs avec le même zèle qu'il s'efforça, dans les discussions plénières de la Conférence, de faire pénétrer les principes de justice et de raison.

L'année suivante, en 1907, à la 2^{me} Conférence de la Paix à la Haye, son rôle, en vue de l'adaptation à la guerre maritime des principes admis en 1906, ne fut pas moindre : il n'était que la continuation et l'achèvement de celui joué à Genève. Ici encore nous laissons M. Fauchille le caractériser ¹ :

Le problème de l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève était un de ceux qui l'avaient le plus

¹ P. 65.

Louis Renault et les Conventions.

intéressé à la Conférence de 1899 ; il y donna également tous ses soins en 1907, alors que la revision, dont la Convention de Genève de 1864 avait été l'objet en 1906, posait la question du complément de la Convention de 1899. A la séance du 2 juillet 1917, il défendit avec vigueur contre la délégation d'Allemagne la thèse, qui avait été admise en 1899, et qui finalement échoua, que les navires hospitaliers neutres appartenant à des particuliers ne doivent pas être placés sous le contrôle direct de l'un des belligérants, mais doivent conserver entièrement l'autonomie de leur pavillon ; c'est une thèse qui lui tenait particulièrement à cœur, car il la soutint de nouveau, le 16 juillet, devant la Commission elle-même. Il proposa, d'autre part, pour conserver l'harmonie avec ce qui a lieu pour l'armée de terre, bien qu'il fût personnellement favorable au système contraire, d'allouer au personnel médical tombé au pouvoir de l'ennemi, non pas comme en 1899, le traitement dont il jouissait dans sa propre armée, mais celui afférent au personnel des mêmes grades dans l'armée qui l'a capturé ; c'est la solution qui prévalut à la Conférence. Il présenta enfin des observations étendues en ce qui concerne le sort qui doit être fait aux blessés, malades et naufragés, selon qu'ils ont été recueillis sur un bâtiment-hôpital de l'Etat, sur un bâtiment hospitalier d'une société de secours nationale ou neutre, sur un bâtiment de commerce de nationalité ennemie ou neutre, sur un vaisseau de guerre neutre.

M. Renault ne paraît pas avoir participé aussi activement à l'élaboration de la Convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre. Il ne pouvait sans doute siéger partout à la fois.

En revanche, et c'est par là que nous terminons ces extraits de l'ouvrage si captivant de M. Fauchille, il prit une part des plus active aux délibérations des conférences internationales de la Croix-Rouge à St-Petersbourg en 1902, et à Londres en 1907¹ :

En 1902, il fit adopter par l'assemblée une résolution « invitant « les Sociétés nationales de la Croix-Rouge à mettre à l'étude la « question de savoir si elles entendent se charger des soins à « donner aux prisonniers de guerre dans les termes du règlement « de la Haye de 1899 », et un vœu tendant à ce que les instructions sur les règles des Conventions de la Haye et de Genève, rédigées pour leurs armées par les puissances signataires de ces Conventions,

¹ P. 103.

Louis Renault et les Conventions.

fissent l'objet d'un enseignement oral à leurs troupes ; il amena, d'autre part, la Conférence à repousser une proposition de M. de Martens accordant aux Sociétés neutres le droit de hisser leur drapeau national et non le drapeau d'un des belligérants avec le drapeau de la Croix-Rouge, et à émettre les vœux que « les navires « hospitaliers soient, en temps de guerre, exonérés de tous droits « et taxes de port » ; que « dans les ports de mer et villes maritimes, « la Société de la Croix-Rouge s'engage à soigner les blessés et « malades, sans distinction de nationalité, recueillis par les bâti- « ments hospitaliers, pendant les combats navals » ; que « les puis- « sances prennent les mesures nécessaires pour la mise en vigueur « de l'art. 10 de la Convention de la Haye, du 29 juillet 1899, qui « a été exclu de la ratification de cette Convention » : les réformes ainsi préconisées, furent réalisées par les Conventions de la Haye, du 21 décembre 1904 et du 18 octobre 1907, et par la Convention de Genève du 6 juillet 1906. Louis Renault prit aussi une large part à la Conférence de Londres en 1907, qui exprima les vœux suivants : 1^o que les Sociétés de la Croix-Rouge se reconnussent, par la force même des choses, obligées de porter secours aux prisonniers de guerre, conformément aux stipulations du Règlement de la Haye de 1899 et dans les limites posées par les lois et coutumes de leurs pays ; 2^o que, dans tous les pays où la législation est encore défectueuse, des efforts fussent faits pour que les dispositions des art. 23, 27 et 28 de la Convention de 1906 pussent recevoir leur complète application ; 3^o que, dans les divers pays, sous la forme qui leur conviendrait, suivant leur organisation particulière, il s'établît des liens entre l'administration de la marine et les Sociétés de secours, de manière à permettre à celles-ci de fournir une assistance utile et d'obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de leur action charitable ; 4^o que les belligérants, s'inspirant des raisons d'humanité, autorisent, autant que les nécessités de la guerre le permettraient, l'intervention des Croix-Rouges des nations neutres par le don de médicaments et d'objets servant au traitement des malades et des blessés, par le don de vivres et de boissons réconfortantes dans le cas où les ambulances ou les hôpitaux de l'un des belligérants ne seraient pas suffisamment approvisionnés ; 5^o qu'en cas de ville assiégée, les Sociétés de la Croix-Rouge appartenant à des nations neutres fussent admises, à des conditions stipulées entre les belligérants et sous leur contrôle, à organiser l'évacuation des soldats et blessés gravement atteints. La question de la répression des abus du signe de la Croix-Rouge et celle du rôle des Sociétés de secours dans la guerre navale retinrent particulièrement l'attention du délégué français. Sur la

Louis Renault et les Conventions.

première de ces questions, Louis Renault fit un excellent rapport dont il défendit éloquemment les conclusions, que la Conférence n'hésita point à adopter. Sur la seconde, il s'éleva avec force contre l'assertion du rapporteur anglais, M. Makins, que les hôpitaux flottants ne pourraient jamais se risquer en dehors de la protection de leur propre flotte sans s'exposer au danger d'être visités et dépouillés de leur provision de charbon par quelque torpilleur ou destroyer ennemi qui viendrait à les rencontrer, déclarant que, dans son opinion, « le droit de l'ennemi ne peut pas aller jusqu'à « dépouiller le navire de la quantité de charbon nécessaire à sa « propre consommation. »

Ainsi apparaît lumineuse et décisive, grâce à la manière remarquable dont son élève et ami M. Paul Fauchille a su la retracer, la part considérable que Louis Renault a eue dans l'édification et l'adoption des principes qui sont à la base de l'œuvre de la Croix-Rouge.

Elle méritait d'être rappelée ici.